



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
SUD-OUEST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration  
du Ministère de l'Intérieur  
du Sud-Ouest**

## **Marché public de Travaux**

**Marché passé par procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la  
commande publique**

**LIMOGES – Service Local Immobilier 87  
Travaux de mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur  
(ITE) et remplacement des volets roulants**

## **RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

**SGAMI33-2025-13-TX**

**Date et heure limites de remise des offres :**

**Mardi 22 juillet 2025 à 12h00**

# SOMMAIRE

<b>1 - Identification de l'organisme acheteur.....</b>	<b>3</b>
<b>2 – Objet de la consultation.....</b>	<b>3</b>
<b>3 – Conditions et étendue de la consultation.....</b>	<b>3</b>
3.1 Condition de la consultation.....	3
3.2 Allotissement.....	3
3.3 Visite du site.....	3
3.4 Nomenclature.....	4
3.5 Durée du marché – Délai d'exécution.....	4
3.6 Variantes.....	4
3.6.1 À l'initiative du candidat (facultative).....	4
3.6.2 À l'initiative du maître d'ouvrage (obligatoire).....	4
3.7 Tranche optionnelle.....	4
3.8 Mode de règlement du marché et modalités de financement.....	4
3.9 Avance.....	4
3.10 Prestations similaires.....	5
<b>4 – Dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
4-1 Composition du dossier de consultation.....	5
4-2 Retrait du dossier.....	6
4-3 Questions/réponses.....	6
4-4 Compléments au dossier.....	7
<b>5 – Présentation des candidatures et des offres.....</b>	<b>7</b>
5-1 Date limite de réception des offres.....	7
5-2 Délai de validité des offres.....	7
5-3 Présentation et contenu des candidatures.....	7
5-4 Documents à produire pour les offres.....	9
<b>6 – Critères d'évaluation des offres – Négociations.....</b>	<b>9</b>
6.1 Critères de sélection des offres.....	9
6.2 Négociation avec les candidats.....	10
<b>7 – Condition de dépôt des offres.....</b>	<b>10</b>
<b>8 – Renseignements complémentaires.....</b>	<b>11</b>
<b>9 – Médiateur - Relations Fournisseurs &amp; Achats Responsables « RFAR ».....</b>	<b>11</b>
<b>10 – Voies de recours.....</b>	<b>11</b>

## 1 - Identification de l'organisme acheteur

<b>Nom de l'organisme :</b>  Ministère de l'Intérieur Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur  SGAMI SUD-OUEST	<b>Maître d'ouvrage :</b>  Monsieur Le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI Sud Ouest
<b>Adresse :</b> 89, Cours Dupré de Saint-Maur	<b>Code postal :</b> 33041
<b>Ville :</b> Bordeaux Cedex	<b>Pays :</b> FRANCE
<b>Téléphone :</b> 05.56.99.77.45	<b>Adresse de courrier électronique :</b> <a href="mailto:sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr">sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr</a>

## 2 – Objet de la consultation

La présente opération est une opération de travaux consistants à la mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur (ITE) et à remplacer les volets roulants existants du bâtiment accueillant le SLI 87 à Limoges (87).

Lieux d'exécution des prestations :

Service Local Immobilier 87  
3 Allée Loewy  
87280 LIMOGES

La description des travaux et les spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les plans joints au présent dossier de consultation des entreprises (DCE).

## 3 – Conditions et étendue de la consultation

### 3.1 Condition de la consultation

Cette consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique (CCP).

### 3.2 Allotissement

La présente opération est allotie comme suit :

N° Lot	Intitulé du lot
1	Isolation Thermique Extérieure (ITE)
2	Menuiseries extérieures

### 3.3 Visite du site

La visite du site n'est pas obligatoire.

### 3.4 Nomenclature

N° Lot	Classification CPV – Principal	Intitulé
1	45321000	Travaux d'isolation thermique
2	45421145	Travaux d'installation de volets roulants

### 3.5 Durée du marché – Délai d'exécution

La durée globale du marché débute de la notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Le délai d'exécution du marché est de 4 mois, incluant une période de préparation 2 mois .

La date prévisionnelle de début de l'opération est **le 28 novembre 2025.**

**Cette date est indicative et n'a pas de valeur contractuelle.**

### 3.6 Variantes

#### **3.6.1 À l'initiative du candidat (facultative)**

***Dans ce type de variante, le candidat devra impérativement remettre une offre de base et se conformer aux exigences minimales formulées dans le CCTP.***

Conformément à l'article R.2151-8 à R.2151-11 du CCP, ce type de variante est accepté pour les 2 lots sur ce marché.

Les entreprises ont la possibilité de présenter éventuellement en plus de l'offre de base une offre variante, en complétant et signant l'acte d'engagement (offre variante) ainsi que la DPGF adaptée à leur offre variante.

Conditions à respecter pour la présentation des variantes :

- respecter les caractéristiques architecturales figurant dans la Déclaration Préalable du projet ;
- ne proposer que des matériaux et des techniques de pose de qualité et de durabilité au moins équivalent à ce qui est décrit au CCTP.

#### **3.6.2 À l'initiative du maître d'ouvrage (obligatoire)**

Sans objet.

### 3.7 Tranche optionnelle

Sans objet.

### 3.8 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Budget de l'ETAT – L'unité monétaire est l'EURO. Marché à prix révisable.

Les règlements interviendront par virement administratif dans un délai maximum de 30 jours à réception de la demande de paiement avec virement sur le compte figurant sur l'acte d'engagement.

### 3.9 Avance

Une avance de 20 % est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique, y compris pour les lots où elle n'est pas obligatoire.

L'article R.2191-8 du code de la commande publique dispose que l'acheteur peut prévoir une avance au-delà de 30 %. Au titre du présent marché, l'avance sera portée à 50 % si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise (Entreprise employant moins de 250 salariés, réalisant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros).

Le titulaire ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas contraire, cette dernière est versée dans les 30 jours suivants la date de notification de l'OS de démarrage des prestations pour une avance à 20 %. Si une avance à 50 % est appliquée, le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, en vertu de l'article R2191-8 du code de la commande publique.

Si la déclaration de sous-traitance intervient après le dépôt de l'offre, le versement de l'avance au sous-traitant interviendra dans un délai de 30 jours après la notification de la déclaration de sous-traitance.

Conformément à l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

- Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;
- Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

**ATTENTION :** en cas de résiliation du marché, le titulaire a trente jours à compter de la notification de la décision de résiliation pour restituer l'avance.

### **3.10 Prestations similaires**

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. À cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pourra être engagée.

## **4 – Dossier de consultation**

### **4-1 Composition du dossier de consultation**

Le présent dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- 1 règlement de consultation (RC) ;
- 2 actes d'engagement (ATTRI) :
  - 1 acte d'engagement – offre de base - pour les lots 1 et 2 ;
  - 1 acte d'engagement - offre variante - pour les lots 1 et 2 ;
- 2 Décompositions du Prix Global Forfaitaire (DPGF, une par lot) ;
- 1 Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 1 Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- 2 Cadres de mémoire technique (un par lot) ;
- Plans
- 1 Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- 1 engagement de confidentialité ;
- 1 DC1 pré-remplis ;
- 1 DC2 pré-remplis ;
- 1 ATTRI 2 pré-remplis.

## 4-2 Retrait du dossier

Le dossier de consultation est retiré de manière **dématérialisée** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> (recherche rapide : n° de la consultation : SGAMI33-2025-13-TX)

ou par le lien direct suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2782708&orgAcronyme=g6l>

En cas de difficulté technique de téléchargement, il peut également être remis gratuitement sur demande adressée par courriel à : [sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr) ou par téléphone au 05.56.99.77.88

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la Plateforme de dématérialisations lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de téléchargement anonyme.

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage utilise son profil d'acheteur via la Plateforme des Achats de l'État pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc.)

Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront donc adressés aux candidats en provenant de l'adresse de messagerie suivante : [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr)

**Les candidats sont donc invités à :**

- S'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie permet de recevoir ce type de message ;
- Vérifier que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam » ;
- Accuser réception de chacun de ces envois en cliquant le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

## 4-3 Questions/réponses

Le candidat peut poser des questions sur la consultation **uniquement** via la Plate-Forme des Achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr/> (n° de la consultation : SGAMI33-2025-13-TX ou lien direct ci-dessus – onglet 2 : « Question »).

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2782708&orgAcronyme=g6l>

Les questions peuvent être posées jusqu'à **5 jours** avant la date limite de remise de l'offre.

**Au-delà, elles ne seront plus prises en compte.**

L'administration répondra jusqu'à **3 jours** avant la date limite de remise des offres aux questions posées dans les délais.

#### **4-4 Compléments au dossier**

L'administration se réserve le droit d'apporter, au plus tard **3 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier : un avis rectificatif sera alors publié via la Plate-Forme des Achats de l'État (PLACE). Les candidats devront alors répondre au marché en tenant compte des corrections apportées, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si en cours de procédure, le délai de remise des candidatures est prorogé, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de dépôt des plis

### **5 – Présentation des candidatures et des offres**

**Pour une meilleure analyse de votre dossier nous vous demandons de bien vouloir dissocier les documents relatifs à votre candidature de ceux de votre offre.**

**Les candidats devront obligatoirement utiliser les trames des documents du DCE (DC1, DC2, AE, DPGF, engagement de confidentialité, cadre de mémoire technique, ...) pour répondre à la présente consultation.**

#### **5-1 Date limite de réception des offres**

Les offres doivent parvenir via la plateforme au plus tard aux dates et heures indiquées en page 1 du présent document.

#### **5-2 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres ou dans le cas d'une offre négociée, à compter de la date figurant sur l'acte d'engagement de l'offre négociée le cas échéant.

#### **5-3 Présentation et contenu des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le maître d'ouvrage qui constate que des pièces dont la production étaient réclamées sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

En application de l'article R.2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

##### **▪ Documents à produire pour la candidature**

En application des articles R.2143-3, R.2143-4 du Code de la commande publique les candidats doivent fournir les documents relatifs à leur candidature et à leur offre, rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire **un dossier complet** comprenant les pièces suivantes :

- **Engagement / délégation de pouvoir** : le candidat produit les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement (en cas de groupement : les lettres d'habilitation de chacun des membres du groupement, autorisant le mandataire à engager le groupement).

- **Redressement judiciaire** : le candidat produit une attestation sur l'honneur indiquant que la société n'est pas en situation de redressement judiciaire ou, le cas échéant, la copie du jugement de redressement judiciaire.

- **Attestation d'assurance** : responsabilité civile et décennale en cours de validité **en lien avec les missions qu'il exécutera**

- **Attestation fiscale** de moins de 3 mois

- **Attestation sociale** de moins de 6 mois

- **Un RIB**

- Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pré-remplis disponibles dans le dossier d'appel à candidature (ou accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

- **DC1 : Lettre de candidature pour le candidat unique ou l'ensemble du groupement**: l'imprimé DC1 fera apparaître les différents membres du groupement avec l'indication du mandataire et la forme du groupement et comportera également l'ensemble des attestations sur l'honneur obligatoire. Le formulaire DC1 devra être complété.

- **DC2 : Lettre de candidature pour le candidat unique ou pour chaque membre du groupement** : le DC2 devra comporter le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires propres aux réalisations sur les 3 dernières années. Les entreprises nouvellement créées, qui ne sont pas en mesure de fournir les informations sur les 3 dernières années, ne seront pas évincées sur ce simple fait. En cas d'incapacité à fournir les déclarations relatives aux chiffres d'affaires, le candidat produira une déclaration appropriée de banques.  
Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

- Dans le cas d'un groupement, fournir la convention de groupement,

- L'engagement de confidentialité dûment complétée, datée, tamponné et signée,

- Présenter les qualifications techniques et professionnelles dont elle dispose.

- ◆ Qualifications requises ou équivalentes :

**- Lot 1 – Façades – ITE / Menuiseries extérieures :**

- Qualibat 7131 : Isolation thermique par l'extérieur (technicité courante)

**- Lot 2 – Menuiseries extérieures :**

- Qualibat 3521 : Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité courante)

- ◆ ET des références de moins de 3 ans similaires au(x) lot(s) concerné(s).

**Nota : l'absence de référence relative à des missions de même nature n'est pas un motif en soi d'élimination de la candidature. Dans cette hypothèse, il appartient cependant au candidat d'apporter la preuve de sa capacité par tout autre moyen à sa disposition.**

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements demandés que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le dossier de candidature, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais et les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace ;
- L'accès à ces documents est gratuit.



## 5-4 Documents à produire pour les offres

Les offres sont entièrement **rédigées en langue française**.

Les candidats devront produire un dossier complet sur la base duquel ils seront jugés et comprenant (au format **PDF** en priorité) :

- **Un acte d'engagement du lot concerné** dûment complété, tamponné, daté et signé.
- **Une DPGF du lot concerné** dûment complétée, tamponnée, datée et signée.
- **Le titulaire doit désigner dans les pièces de son offre, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché.**
- **Le cadre de mémoire technique du lot concerné conforme au cadre joint dans le DCE (10 pages maximum hors Présentation de l'entreprise, CV et fiches techniques) dûment complété transmis au format PDF et à la taille minimum de police 10.**

**ATTENTION : Concernant le cadre de mémoire technique, toute page supplémentaire (hors page de garde, sommaire et annexes demandées) au-delà du nombre de page maximum précité, ne sera pas prise en compte pour l'analyse technique.**

**ATTENTION :** Dans l'hypothèse où une entreprise candidate pour plusieurs lots, elle devra fournir chacun des éléments de l'offre pour chaque lot (1 acte d'engagement, 1 DPGF et 1 cadre de réponse technique). Les offres variantes devront également comporter les éléments précédemment cités à savoir 1 acte d'engagement, 1 DPGF et 1 cadre de réponse technique.

## 6 – Critères d'évaluation des offres – Négociations

### 6.1 Critères de sélection des offres

En application de l'article R.2152-1 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires à régulariser leur offre si celle-ci est :

- irrégulière
- inacceptable, à l'exception des offres anormalement basses.

Dans le cas d'une suspicion d'offre anormalement basse, en application de l'article 2152-3, le soumissionnaire devra justifier son prix ou les coûts proposés dans son offre y compris pour la part du marché qu'il envisage de sous-traiter.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères pondérés suivants :

CRITÈRES		PONDÉRATION		SUPPORTS D'ANALYSE
1 – Critère prix		50		L'acte d'engagement et la DPGF
2 – Critères techniques	Sous critère 1 : Qualité des matériels et matériaux appréciée au travers des fiches techniques fournies	30	35	Cadre de mémoire technique du lot concerné + CV + fiches techniques du lot concerné
	Sous critère 2 : Cohérences des moyens humains appréciée au travers du nombre de personnes mobilisées pour la prestation, de leurs qualifications techniques et de l'organisation de ces personnels sur le chantier	5		
3 – Qualité	Sous-critère 1 : Méthodologie de gestion des	5		

environnementale	déchets (Recueil – Tri – Evacuation - Elimination)		15	Cadre de mémoire technique du lot concerné + fiches techniques du lot concerné
	Sous-critère 2 : Emploi de matières recyclées dans la fabrication de certains des éléments constitutifs du projet (éléments en métal, bois, aluminium et panneaux fibre-ciment)	5		
	Sous-critère 3 : Utilisation de véhicules à faible ou très faible émission pour cette opération	5		
TOTAL		100		

## 6.2 Négociation avec les candidats

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant remis une offre conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Les éléments de la négociation pourront porter sur l'ensemble des éléments de l'offre.

La négociation pourrait se dérouler soit sous forme écrite, soit sous forme orale et confirmée par un écrit.

**Le représentant du maître d'ouvrage se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.**

## 7 – Condition de dépôt des offres

Le dépôt des offres dématérialisé s'effectue sur le site de la Plate-Forme des Achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr/> - onglet 3 : « Dépôt ».

Lien direct de la consultation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2782708&orgAcronyme=g6l>

**Les offres reçues hors délai seront éliminées conformément à l'article R2151-5 du code de la commande publique.**  
**Il appartient donc aux entreprises de prendre leurs dispositions pour anticiper une éventuelle difficulté technique.**

Le soumissionnaire devra se référer aux « Conditions générales d'utilisation » et « Pré requis techniques », disponibles au bas de la page d'accueil, pour toute action sur ledit site. Un guide d'utilisation y est également disponible sous la rubrique « Aide » afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Ces documents décrivant l'utilisation du site font partie intégrante du règlement de consultation.

Un message indique au soumissionnaire que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique précisant la date et l'heure de réception. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

Conformément à l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. **Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.**

### Format des fichiers :

Le soumissionnaire est invité à :

- Utiliser les formats « doc. », « xls. », « pdf. », « ods. » et « odt. » ;
- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe » ;

- Ne pas utiliser certains outils, notamment ceux comprenant des macros.

Des logiciels compatibles sont téléchargeables sur la plate-forme sous la rubrique « Outils informatiques » de l'onglet « Aide ».

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels de l'administration, la personne publique se réserve le droit de demander au soumissionnaire l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de 48 heures suivant la demande de la personne publique.

## 8 – Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements d'ordre administratif contacter :

### **SGAMI Sud-Ouest**

Direction de l'Administration Générale des Finances

Bureau de la commande publique

Téléphone : 05.56.99.77.45

Mail : [sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr](mailto:sgami-so-marches-travaux@interieur.gouv.fr)

## 9 – Médiateur - Relations Fournisseurs & Achats Responsables « RFAR »

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : [mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

## 10 – Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
3063 BORDEAUX CEDEX  
tél. : 05-56-99-38-00 - télécopie : 05-56-24-39-03  
Mail : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution du marché publié, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable  
(CCIRA) de Bordeaux

DREETS Nouvelle Aquitaine  
Pôle C  
Cité Administrative  
2, rue Jules Ferry  
33090 BORDEAUX Cedex  
Contact : Stéphanie MARCON- Secrétariat du CCIRA de Bordeaux  
Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12  
Courriel : [dreets-na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-na.polec@dreets.gouv.fr) (merci de préciser CCIRA de Bordeaux en objet)

**Information sur les recours :**

- Référé contractuel : délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;
- Recours pour excès de pouvoir : délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé : deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du contrat appropriées.